

ÉPINGLE
JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Quand Philippe Delusinne se pose en défenseur du service audiovisuel public

A lors que les partis ont remis leurs recommandations au gouvernement qui s'apprête à négocier, après des mois d'auditions au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), le contrat de gestion de la RTBF, Philippe Delusinne s'est livré au même exercice. Dans une note remise aux présidents de partis et aux députés, le patron de RTL Belgium déploie ses arguments «pour un service public au service du public». Ce document d'une vingtaine de pages, dont L'Echo a pris connaissance, évoque en six points ce qui, selon RTL, devrait permettre à la RTBF de réaliser ses missions. Cela va de la pub à l'usage des big data en passant par la définition des médias de service public, la programmation, la production et la transparence. Un délicat exercice de lobbying dans lequel le boss de RTL excelle, alors que son entreprise est en pleine restructuration. «Nous recommandons de recentrer les missions de service public sur les services linéaires et à des heures où l'audience permet d'atteindre le plus grand nombre», peut-on lire dès la page 2. En raison des changements dans le mode de consommation des médias, le gouvernement estime, dans sa note d'intention, que la RTBF

doit s'affranchir des notions de chaînes, d'horaires ou de plateformes, ce qui inquiète au plus haut point RTL. Philippe Delusinne et son état-major estiment aussi que ces missions doivent être analysées par rapport à celles des autres acteurs. Sous-entendu: fini de marcher sur les plates-bandes du privé: divertissement, pub... Côté publicitaire précisément – qui constitue sans surprise le plat de résistance du document –, RTL plaide pour un retour aux pratiques publicitaires «plus éthiques». Depuis 2009, la RTBF a bénéficié d'assouplissements en la matière: placement de produit, coupures dans les fictions, pub pour les médica-

RTL demande à intégrer le fonds de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les séries belges.

ments sans prescription... Pour RTL, ces faveurs n'ont plus de sens alors que la dotation est en progression. Pas question non plus d'un mécanisme pour compenser l'arrivée de TF1. RTL met aussi en garde contre «la dérive de plus en plus privée de la

programmation» en citant The Voice... et entend empêcher la «ghettoïsation» des émissions culturelles (heures tardives, diffusées surtout sur la Trois...). Enfin, le patron de l'avenue

Georgin demande d'intégrer le fonds pour les séries belges. Gageons que tant qu'elle opérera sous statut luxembourgeois, RTL risque fort de se voir opposer une fin de non-recevoir...